



L'Université française au cap du XXI^e siècle

Retour sur 10 ans de réformes

Le processus de Bologne, pour un enseignement européen harmonisé et compétitif.



Avant



Après



Union des Etudiants Communistes



Introduction

Au cours des dix dernières années, l'Université française a changé en profondeur. Le modèle précédent, issu du compromis social post-68, autant que des besoins économiques des années 70, n'est à présent plus qu'un souvenir. Place à l'Université libérale, au « marché de la connaissance » où la concurrence règne en maître !

L'Université française est une très vieille institution, qui a connue de multiples formes depuis sa fondation. Profondément marquée par son caractère religieux et conservateur sous l'Ancien Régime, elle amène les révolutionnaires de 1789 (et Napoléon) à créer les Grandes Écoles, destinées à la formation des élites républicaines. Sa fonction de reproduction des élites notables s'estompe peu à peu, à mesure que les effectifs étudiants augmentent.

Entre la Libération et mai 68, le nombre d'étudiants est multiplié par 5, passant de 100.000 à plus de 500.000. Cette période est en effet marquée par une situation économique favorable, qui permet à un nombre croissant d'enfants issus des classes populaires d'espérer une élévation sociale. Mais c'est surtout les besoins nouveaux de l'État en main d'œuvre qui conditionnent les changements à l'Université : pour calmer la grogne populaire, la classe dirigeante n'a en effet eu d'autre choix durant cette période que d'assurer le compromis social, celui-ci reposant sur l'essor de l'État-Providence. L'Université des années 70 est donc majoritairement destinée à former des fonctionnaires (de tout type), là où les Grandes Écoles se concentrent sur la formation des ingénieurs (et hauts-fonctionnaires).

Le Mai-68 étudiant n'a pas été uniquement la caricature qu'on nous enseigne, où une poignée de petits-bourgeois en mal de sensations manifestent leur crise d'adolescence de manière « artistique ». Le mouvement était bien plus large, et émanait d'un profond malaise : alors que la société donnait alors l'impression d'une marche continue vers le progrès et la démocratie, les institutions universitaires étaient figées dans une forme moyenâgeuse dépassée (le « président » d'une faculté était le « Doyen », seuls les enseignants avaient voie au chapitre...). Le compromis qui en sortit, sous l'impulsion des étudiants communistes, marqua d'importantes avancées démocratiques : pour la première fois, des représentants étudiants et du personnel non enseignant étaient élus, reconnus au même titre que les enseignants. L'Université d'aujourd'hui est l'héritière directe de celle issue des années 70, restée pour l'essentiel inchangé jusqu'au début des années 2000.

Mais avec la disparition du bloc « Socialiste », la mondialisation et la stagnation économique qui en ont découlé, la donne a changé. Le compromis social du siècle précédent n'avait plus aucune base : les capitalistes ayant réussi à inverser le rapport de force en leur faveur, c'est tout naturellement qu'ils se sont attelés au démantèlement de l'État-Providence, espérant ainsi maintenir leurs taux de profits mis à mal par l'inefficacité de leur système économique. La nouvelle idéologie (qui ne proclame la fin des idéologies que pour mieux s'instaurer en pensée unique), le Libéralisme, proclame que tout doit être mis au service de l'économie de marché, donc de l'entreprise capitaliste (elle-même soumise à la Finance). L'Université n'échappe pas à la règle, il s'agit d'en faire un centre de formation au service du patronat, en lui appliquant les logiques du Marché (dont la principale est la règle de « concurrence libre et non faussée »).

C'est donc en 1999 que 29 pays engagent le « processus de Bologne », destiné à faire de l'Europe « l'économie de la connaissance la plus compétitive au monde ». Les principales forces politiques européennes se retrouvent autour de ce consensus, qu'il s'agisse des conservateurs, des sociaux-démocrates (dont les plus sincères se laisseront bernés par le « volet social » du processus, qui ne verra jamais le jour), jusqu'à l'extrême-droite déjà en responsabilité gouvernementale dans plusieurs pays. De ce processus découlera toute une série de réformes entre 2003 et aujourd'hui, présentées comme indépendantes les unes des autres, mais qui en réalité répondent à une logique bien précise. L'objectif de ce livret est de mettre en lumière les différents volets de cette logique, ou comment notre Université a changé, ce qui a changé et dans quel objectif bien précis.

Sommaire

I/ Construire un « marché de la connaissance »

- a) **Le diplôme : de garantie collective à marchandise**
- b) **Instaurer la concurrence à tous les niveaux**
 - entre les établissements
 - entre les étudiants
 - entre les enseignants
- c) **Territorialisation de la carte universitaire**

II/ « Professionnaliser » les études

- a) **Multiplication des stages**
- b) **Compétences VS qualifications**
- c) **Associer le patronat à l'élaboration du contenu des formations**

III/ Marchandiser la vie étudiante

- a) **Casser les aides sociales**
- b) **Privatiser l'accès à la culture**
- c) **L'étudiant : de l'utilisateur-citoyen au consommateur**

// Construire un « marché de la connaissance »

Le capitalisme est un système économique qui joue pleinement la carte de la mise en concurrence, en compétition, avec les ravages que l'on connaît dans nos sociétés. Il est alors logique que la bourgeoisie applique la même recette à l'enseignement supérieur et à la recherche, élément majeur de la nouvelle économie néolibérale du savoir, née de la révolution informationnelle de ces vingt dernières années. Le gouvernement applique la logique mercantiliste de ce qui est rare est cher, en partie exacte dans le monde du marché (encore qu'elle nie la principale source de création de richesse : le travail), mais n'a en rien sa place dans le secteur de la transmission des connaissances et de la formation.

a) Le diplôme : de garantie collective à marchandise

Les diplômes nationaux ont l'intérêt de jouer le rôle de balise commune dans le monde du travail. Des salariés qui ont le même diplôme national peuvent légitimement revendiquer le même traitement salarial et donc lutter collectivement pour ces revendications. **En détruisant le cadrage national des diplômes, les gouvernements font un formidable cadeau au patronat** qui peut désormais faire des contrats à la carte, tant les disparités entre un même niveau d'étude entre établissements se creusent.

Comme avec le projet, heureusement avorté, de contrôle continu au Bac, une Licence n'en vaut pas une autre. Les contenus de cours ne sont pas les mêmes, tout comme la charge horaire ou bien les intitulés des diplômes. Les Universités qui ne font pas partie du Plan Campus n'ont pas les moyens de payer autant d'heures de cours à leurs étudiants que les Universités « d'excellences ». La réforme LMD-ECTS de 2002 casse totalement le cadrage national des diplômes. Le contenu des formations n'est plus défini nationalement mais fac par fac. Désormais le nom de l'Université est mentionné dans le diplôme, ce qui entraîne des inégalités.

Les propositions de la social-démocratie

La fondation Terra Nova (cercle de pensée proche de François Hollande notamment) préconise dans son rapport sur l'enseignement supérieur d'augmenter les frais d'inscriptions pour « permettre aux étudiants de mieux prendre conscience de la valeur de la formation qui leur est dispensée », ou encore d'augmenter la sélection à l'Université. Elle préconise également une plus grande professionnalisation des enseignements.

Avec toutes ces réformes c'est la suppression d'un droit étudiant fondamental : l'égalité des diplômes sur tout le territoire. Les crédits ECTS issus du processus de Bologne répondent à la même logique. Le but est de supprimer les diplômes que l'on obtenait en passant des examens, qui validaient un savoir acquis pendant les cours et par le travail personnel de l'étudiant. Accumuler des points pour avoir son diplôme, que l'on peut obtenir en validant des cours, mais aussi par d'autres activités, est désormais le but. C'est une dévalorisation très claire de ce qu'est l'Université publique.

L'aboutissement de cette logique est la mise en place d'un « supplément au diplôme », listant les compétences de l'étudiant. Sorte de pré-CV, **il met définitivement en concurrence les étudiants entre eux face au marché du travail, individualisant la reconnaissance de leur formation pour mieux tirer les rémunérations vers le bas...**

b) Instauration de la concurrence à tous les niveaux

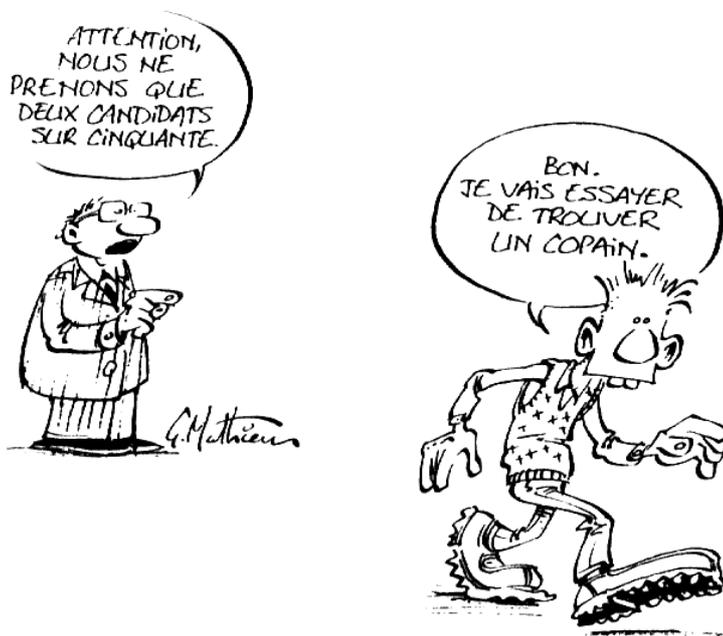
La logique de la continuité du service public sur tout le territoire est mise à mal par la casse orchestrée par le gouvernement. **On concentre les trop rares moyens dans des Universités dites « d'excellence » laissant les autres dans un désarroi financier de plus en plus grand**, du fait du désengagement de l'État. Les facs sont donc obligées de vendre leur âme au patronat local afin de grappiller quelques euros dans le but de ne pas sombrer financièrement. Celles qui ne sont pas touchées par la « grâce divine » du ministère sont vouées à devenir de simples collèges universitaires, ne délivrant que des Licences, et ne se concentrant que sur quelques filières, les plus rentables. Les établissements sont en concurrence mais également les filières de ces mêmes établissements aussi bien en interne qu'entre Universités.

Autonomie, oui mais vis-à-vis de qui ?

La loi LRU vantait à tout bout de champs les mérites de « l'autonomie » comme naguère on vantait ceux de la décentralisation. Mais si les Universités françaises ont gagné une autonomie de façade, vis-à-vis du ministère elles ont en revanche gagné une laisse dorée tenue par le patronat. La loi LRU et le désengagement financier de l'État laissent les Universités sans revenus, ce qui les oblige à devenir les pourvoyeurs de main d'œuvre gratuite pour les bassins d'emplois, au risque de ne pas se faire financer par les entreprises.

La conséquence est simple, **les filières qui n'ont pas accès aux financements de l'État doivent survivre et donc se plier aux exigences des entreprises locales**, sur les contenus de formation, comme sur les orientations de la recherche. Les filières sont fusionnées au point de ne constituer plus qu'un amas pluridisciplinaire incompréhensible, mais moins coûteux. Au-delà de la réduction de l'offre de formation, qui est problématique dans l'optique d'un service public de qualité, **c'est la liberté de la recherche et de l'enseignement qui est directement mis à mal !**

Les établissements et les filières ne sont pas les seuls à être mis en concurrence. Au sein de ces Universités et de ces filières, la logique appliquée aux étudiants est similaire. **Les étudiants étant des travailleurs en formation, la bourgeoisie applique les mêmes logiques de mise en concurrence qu'au monde du travail**. On ne forme plus des citoyens mais, gratuitement, des salariés « clés en main » pour le patronat. La sélection à l'Université existe déjà. C'est celle de l'argent qui empêche chaque année des milliers de jeunes issus des classes populaires d'accéder aux bancs de l'Université.



Mais apparaît désormais une sélection qui ne se cache plus. On sélectionne à l'entrée de tel ou tel Master pour en restreindre le nombre d'étudiants comme si la qualité ne pouvait pas rimer avec démocratisation du savoir. Apparaissent également des filières entières dites « sélectives » où l'étudiant est sélectionné comme on sélectionne la bonne volaille, dès la sortie du bac. Avec cette dynamique c'est l'accès pour tous à l'enseignement supérieur que l'on sacrifie, avec comme prétexte numéro un la volonté de réussir en Licence, là où il est vrai que **l'échec est massif, principalement du fait d'un sous-encadrement chronique et d'un manque d'investissement de l'État.**

Certaines Universités publiques vont désormais jusqu'à abandonner cette dénomination, prenant le nom de « Grand Établissement », ce qui leur permet d'échapper à la législation en place limitant la sélection et les frais d'inscription. Les enseignants ne sont pas en reste face à cette politique scélérate. Les gouvernements de droite n'ont eu de cesse de tenter de réformer le statut des enseignants-chercheurs de l'Université publique française. Ces derniers sont en effet assujettis à un nombre d'heures d'enseignement à effectuer. **De cette manière, les savoirs prodigués en cours sont directement connectés aux dernières recherches sur le sujet ; et la recherche quant à elle, ne tourne pas en vase clos, mais se confronte aux étudiants pour un examen critique. C'est cet équilibre que la bourgeoisie veut attaquer** en conférant à certains enseignants le droit de ne pas enseigner afin de ne faire que de la recherche, baissant ainsi la qualité du service rendu aux étudiants afin de plaire au sacro-saint classement de Shanghai, comme on voudrait rassurer les marchés financiers. Et de la même manière on condamnerait ceux qui ne sont pas jugés comme étant d'assez bons chercheurs, à ne faire plus que de l'enseignement. Dorénavant, la recherche n'est plus financée de manière régulière par laboratoire mais principalement par projet, ce qui rend la recherche française dépendante du bon vouloir du ministère qui décerne les bons points, mettant à mal la liberté de la recherche publique. Dans la même veine on détricote des années de réflexions pédagogiques sur la formation des instituteurs et des enseignants du secondaire, en détruisant les Instituts Universitaires de Formation des Maîtres (IUFM) et en supprimant l'année de stage anciennement préalable à la prise de fonction devant les élèves.

Que ce soit au niveau des établissements, des filières, des enseignants, des étudiants ou bien encore des chercheurs, c'est l'introduction de logiques marchandes au sein de l'enseignement supérieur français qui conduit celui-ci à la ruine. Comme pour la santé, l'énergie ou bien encore le logement, déclarons ensemble, toute la communauté universitaire, que le capitalisme n'a pas à poser la main sur le savoir et la formation.

Les partenariats publics-privé

Ce principe a pour avantage de ne pas coûter cher dans un premier temps aux autorités publiques qui sont friandes de coupes budgétaires dans ce climat d'austérité. Mais ne nous y trompons pas. Si des capitaux privés investissent, ce n'est pas par philanthropie. Au final ce procédé s'avère être bien plus coûteux, mais sur du long terme. Aujourd'hui les partenariats public-privé sont des fabriques de dette maquillée.

c) Territorialisation de la carte universitaire

La concurrence à tous les niveaux s'applique aussi sur le plan géographique. La carte universitaire, autrefois voulue égalitaire sur tous les territoires, est remodelée selon les principes du Marché : **la logique des pôles d'excellences prévaut désormais.**

Il s'agit de la nouvelle politique d'aménagement du territoire, celle du libéralisme triomphant : **les territoires sont en concurrence pour l'implantation de l'activité économique**, ils doivent donc faire tout leur possible pour être « attractif » du point de vue des investisseurs. On voit donc émerger des pôles de « compétitivité » ou d' « excellence », où se concentre tous les capitaux. Les autres territoires n'ont d'autres choix que de se spécialiser pour espérer conserver une renommée propre, et les pôles d'excellences eux-mêmes se spécialisent car ils sont en concurrence entre eux. En quelque sorte, les mécanismes du Marché appliquent aux territoires la « division du travail », de manière radicalement inégalitaire. **Cette vision de « l'aménagement » est aux antipodes de ce qui a prévalu en France après la Libération : un modèle où l'État mène une politique forte pour faire ce dont le Marché est incapable, assurer l'égalité des citoyens quelque soit leur lieu de résidence.**

Ainsi, les gouvernements de droite n'ont pas pu se limiter à la mise en concurrence des Universités, le Marché « faisant le reste » : ça n'aurait pas suffi. Ils ont donc décidés de « forcer la main » à la mise en place progressive des inégalités géographiques.

Dans un premier temps, ils ont forcé les universités à regrouper leur Recherche dans des « PRES » (Pôle de Recherche et d'Enseignement Supérieur), structures antidémocratique s'ouvrant non seulement aux établissements publics, mais également aux écoles et labos privés. Ces PRES sont de deux types : ceux des grandes villes universitaires, futurs pôles d'excellences, et ceux regroupant plusieurs universités de villes moyennes, qui instaurent progressivement une spécialisation régionale des formations pour s'adapter à la concurrence.

Dans un second temps, ils ont distribué des enveloppes financières (Opération Campus, Initiatives d'Excellence...), mais en les concentrant sur une dizaine de « projets » devant être présentés par les PRES. Des critères de sélections fortement libéraux (exigence de Partenariats Public/Privé...), et rien pour ceux qui n'auront pas gagné à la loterie : et **voilà comment on met en place un Enseignement Supérieur à plusieurs vitesses.**

Projets retenus pour...	
L'Opération Campus	Les Initiatives d'Excellence
Bordeaux (site Talence-Pessac-Gradignan)	Paris Sciences et Lettres
Grenoble	Bordeaux
Lyon	Strasbourg
Montpellier	
Strasbourg	
Toulouse	
Aix-Marseille	
Paris-Aubervilliers, projet Condorcet	
Plateau de Saclay (91)	
Paris Intra-Muros	
Lille	
Lorraine	

II/ « Professionnaliser » les études

Les logiques de professionnalisation et de préparation du monde étudiant à l'entrée sur le marché du travail ne sont pas des logiques nouvelles. **Les besoins de la bourgeoisie ont changé**, elle a admis la démocratisation de l'université car elle en avait besoin et que ça n'allait pas à l'encontre de ses intérêts, désormais elle change son approche et s'en prend au contenu de sa formation. **Le processus de Bologne** adopté en 1997 marque un tournant dans l'offre de formation universitaire, elle doit désormais améliorer l'insertion professionnelle des étudiants à la fin de leurs études. Intention d'apparence louable, ce qui est par contre problématique, c'est évidemment la manière dont la chose est mise en place dans l'université.

La réforme LMD de 2002 est la première à parler de professionnalisation dans son texte, sans pour autant en préciser le contenu. La loi LRU de 2007 définit une nouvelle mission à l'université : « l'orientation et l'insertion professionnelle », et entraîne l'arrivée des premiers cours de professionnalisation dans la formation universitaire. L'arrêté licence de 2011 quant à lui donne plus de contenu à cette mission en généralisant les stages en licence et en augmentant le volume horaire des cours en les dédiant à cette tâche. **Désormais les étudiants ne sont plus uniquement dans une logique d'apprentissage de connaissances, mais d'assimilation de compétences.**

a) Multiplication des stages

« Chaque parcours prévoit la possibilité d'un stage obligatoire ou facultatif intégré au cursus et faisant l'objet d'une évaluation concourant à la délivrance du diplôme. »

Arrêté du 1er Aout 2011 relatif à la licence.

C'est désormais formel, les étudiants devront effectuer un stage en entreprise au cours de leur licence. Stage qui sera en plus nécessaire à l'obtention du diplôme. Malgré les différentes conventions qui ont pu être adoptées sur ces stages, ils restent **non-payés** en dessous d'une certaine durée et **transforment généralement les stagiaires en larbins pour les entreprises**, le cliché du stage-photocopie ne relevant pas du simple mythe. D'autre part beaucoup d'étudiants dans des formations assez peu professionnelles du type sciences sociales vont avoir les plus grandes difficultés à accéder à des stages en rapport avec leurs diplômes universitaires et **n'y apprendront rien de formateur pour les études** à part découvrir les joies de l'exploitation capitaliste.

Le monde du travail va donc voir arriver tout un lot de main d'œuvre gratuite et précaire, et qui en plus se battra pour avoir le moindre espace de stage dans n'importe quelle entreprise. **Au cours de ce formidable sas de précarité ils auront ainsi la joie d'apprendre la soumission au monde du travail.** Rien n'étant dit sur la période pendant laquelle le stage devra se dérouler, tout est à supposer qu'il se déroulera pendant les périodes de vacances universitaires, ces moments de recherche d'emplois pour les étudiants les plus précaires. Désormais ils occuperont cette période à travailler gratuitement pour le patronat.

Réforme de la formation des enseignants : comment renier ses propres principes pour saborder le Service Public...

La réforme dite de la « Masterisation » date de la même époque que celle de la LRU et se trouve dans le même cadre d'harmonisation des cursus à l'échelle européenne. Elle touche essentiellement la formation des enseignants et des maîtres à venir en obligeant les étudiants qui souhaitent passer le CAPES à être détenteur d'un Master 2 ou d'être en train de le passer. Outre le cas des étudiants en cours de formation qui se sont trouvés dans une situation instable, la suppression de l'année de formation en alternance via l'IUFM (qui a permis la suppression de 16000 postes dans l'éducation) diminue grandement l'expérience des enseignants à venir qui se retrouvent sans préparation à devoir gérer des classes d'élèves de plus en plus chargées. Le Master MEF (Métier de l'Enseignement et de la Formation) oblige les étudiants à suivre les cours, à effectuer une série de stages tout en préparant le concours, il est d'autre part suffisamment spécialisé pour l'enseignement que dès la fin de leur licence les étudiants désirant enseigner plus tard se ferment les autres types de master, notamment ceux de la recherche.

b) Compétences VS qualifications

« La formation assure à l'étudiant l'acquisition d'un ensemble de connaissances et compétences diversifiées »

Arrêté du 1er Aout 2011 relatif à la licence

La suite immédiate de l'article décline l'ensemble des socles de compétences que l'université doit assurer à l'étudiant, l'ensemble des connaissances quant à lui n'apparaît nul part dans le texte de lois. L'université est désormais là pour former les étudiants à acquérir des compétences qu'ils auront à déployer sur le monde du travail. Un renversement a eu lieu dans la logique de recherche d'emploi. Ce ne sont plus les étudiants qui cherchent un travail à la fin de leurs études, ce sont les entreprises qui forment les étudiants pendant leurs études à s'adapter à leurs propres besoins. Plutôt que de payer des formations à des employés, on s'en prend directement à la source, le patronat n'ayant pas à payer les formations universitaires des étudiants.



Qu'on forme professionnellement les étudiants est une bonne chose, qu'on les transforme en parfaits petits employés modèles malléables à merci est autre chose. Le même texte de loi prévoit l'augmentation du volume horaire en cours de licence pour les dédier à la pré-professionnalisation où des représentants du monde professionnel pourront leurs vanter les mérites de leurs entreprises. Ce n'est malheureusement pas là qu'ils apprendront le droit du travail ou à résister face aux abus du monde patronal. On évalue désormais les universités non pas pour la qualité de leurs formations mais par l'insertion professionnelle des étudiants dès l'obtention de leur diplôme. Ce qui revient à prendre le problème à l'envers et juger l'université non pas pour ce qu'elle offre mais pour ce que les entreprises proposent aux étudiants une fois ceux-ci diplômés. **Et à accuser l'Université d'un mal dont c'est bien le monde économique qui est en réalité responsable : le chômage.**

D'autre part, la mainmise du monde de l'entreprise se renforçant, on voit apparaître pour l'instant de façon clairesemée, la mise en place de **formation professionnelle directement inspirée d'entreprises privées**. A l'exemple de la Licence Professionnelle L'Oréal, ou du Master Liliane Bettencourt, tout droit inspiré du modèle américain. La « licence McDo », si elle n'a pas encore été créée, est loin d'être un simple mythe. Des entreprises privées offrent désormais leurs propres offres de formation, en rupture totale avec le modèle universitaire que l'on connaissait jusqu'alors. Ces diplômes ne sont **ni adaptables dans le temps** car faits pour les besoins immédiats d'une entreprise, **ni échangeables par l'étudiant** qui les détient dans une autre entreprise car entièrement spécialisés pour telle ou telle boîte.

L'IUT : structure d'avant-garde pour la formation du néo-prolétariat

Les Instituts Universitaires de Technologie ont été créés en 1966, répondant ainsi aux attentes du marché du travail d'avoir des ouvriers de plus en plus qualifiés. Ils offrent une formation universitaire en 2 ans (Diplôme Universitaire de Technologie) dans diverses domaines, c'est l'une des voies les plus orientées directement vers le monde professionnel. C'est donc là que le monde patronal se bouscule et se dispute ses futurs salariés diplômés, par exemple par le biais de forum des entreprises directement dans les locaux des IUT ou juste à coté (quand ce ne sont pas des intervenants vantant directement les mérites de leurs établissements), ne donnant l'impression aux étudiants que leur seul avenir à la sortie de leur formation est d'aller se vendre sur le marché du travail. Pour faciliter les choses, beaucoup d'entreprises ont directement des partenariats avec les IUT se retrouvant ainsi dans le haut de la liste des stages disponibles pour les étudiants et pouvant sélectionner leur main d'œuvre précaire le plus facilement du monde. A l'heure actuelle, la mise en place du LMD et l'état du marché du travail poussent à encourager les étudiants à continuer leurs études en licence professionnelle, ce qui consiste uniquement à repousser la question d'une simple année.

c) Associer le patronat à l'élaboration du contenu des formations

« Au sein des établissements, des dispositifs d'évaluation sont mis en place pour chaque formation (...), notamment à travers la constitution de conseils de perfectionnement réunissant des représentants des enseignants, des étudiants et du monde socioprofessionnel. »

Arrêté du 1er Aout 2011 relatif à la licence.

L'ouverture des budgets universitaires aux entreprises privées mis en place par la LRU il y a quelques années n'était qu'une étape dans la hausse croissante du contrôle du monde de l'entreprise sur l'université. Cette ouverture devait pallier au retrait de l'État dans ce domaine, mais les financements privés sont volatiles, et au vu de la crise économique que l'on subit ces dernières années, tout laisse à penser que le monde patronal aura d'autres préoccupations que celui d'investir dans la formation universitaire et qu'**une chute brutale des apports privés est à venir**. Déjà présents dans les conseils d'administrations, parfois même disposant d'antennes directement sur les campus, les entreprises sont désormais à même de juger de la qualité d'une formation universitaire. **Un patronat, mû par des logiques d'intérêts privés, avec une vision à court terme des choses ne cherchant qu'à répondre aux besoins de son entreprise (qui ne sont pas les mêmes que ceux d'une université), va pouvoir participer à l'évaluation d'enseignements publics**. On assistait déjà à la diminution d'offres de formation jugées non rentables dans les petites universités soit par la fusion de différents parcours dans certaines disciplines, ou encore par la mutualisation d'enseignements entre différentes facs, ces logiques ne vont désormais que s'aggraver.

Les représentants d'entreprises étant présents dans les budgets, tout est à parier que leurs avis auront beaucoup plus de poids au sein de ces conseils d'évaluation que ceux des enseignants ou des étudiants. **Ce n'est pas la logique qui est à blâmer, un avis du monde professionnel pourquoi pas, mais pas celui des représentants du patronat qui n'ont qu'une connaissance imparfaite du monde du travail, ne « travaillant » pas eux-même !** Plutôt celui du *monde syndical professionnel* qui connaît les intérêts des travailleurs que l'université va former et dont l'avis ne sera pas dicté par les logiques de bénéfice d'une entreprise. **Qui mieux que les travailleurs maîtrisent leur travail ?**



La « Licence Michelin », un exemple de « professionnalisation »...

L'université Blaise Pascal de Clermont-Ferrand serait une université comme les autres si elle ne proposait pas une licence professionnelle en partenariat avec l'entreprise Michelin située dans la région. Cette licence, préparée dès le lycée au sein de l'École d'Enseignement Technique (l'EET, un établissement privé), forme des étudiants en alternance à obtenir des compétences qu'ils auront à disposer sur le marché du travail (pour plus de sécurité Michelin précise sur son site ses besoins en termes d'embauches). Les étudiants sont recrutés par l'entreprise en CDD de 1 à 3 ans (le temps qu'ils fassent leur formation sans garanties d'embauche en CDI à la clé) et disposent du statut de salarié plutôt que de celui d'apprenti. Ils sont donc en relation avec l'entreprise avant de l'être avec la fac. D'autre part même s'ils sont considérés comme des salariés, ils ne sont pas rémunérés la totalité du SMIC. Le reste de la formation, plus théorique, s'effectue en partie par des représentants de Michelin d'une part et du SNDEC (un syndicat patronal spécialisé dans l'aéronautique) afin d'être certain que ce qu'apprendront les étudiants réponde aux besoins immédiats de l'entreprise.

Et lorsque l'entreprise délocalisa une partie de sa production, ce sont des dizaines d'étudiants qui se retrouvèrent avec un diplôme sans aucune valeur...

III/ Marchandiser la vie étudiante

a) Casser les aides sociales

« Il faut aussi imaginer de nouveaux modes de gestion. Certains CROUS se sont déjà engagés dans cette voie en développant de nouveaux services aux étudiants, parfois repris en exploitation à des prestataires privés et dans le respect des règles de la concurrence »

Rapport Lambert, 4 septembre 2008

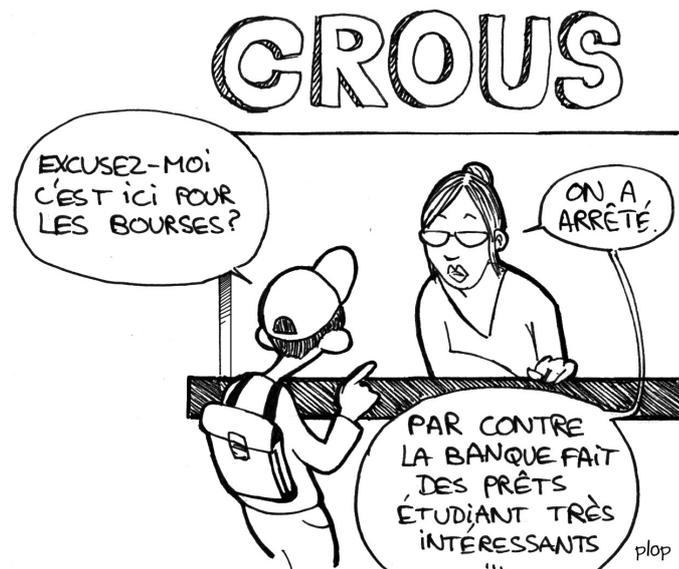
Refonder l'Université à la sauce libérale, c'est aussi marchandiser l'ensemble de « l'environnement » des étudiants, et en premier lieu leur système d'aides sociales.

La première étape, comme pour tout service public qu'on veut démanteler, c'est la **réduction des moyens financiers**. Pour les CROUS, le désengagement de l'État a commencé il y a maintenant 10 ans, sous le gouvernement Raffarin. Mais il faut toutefois noter qu'auparavant, les augmentations de budget considérables qui auraient dû accompagner l'explosion du nombre d'étudiants n'avaient pas été au rendez-vous... ce qui place aujourd'hui les CROUS dans une situation inextricable.



Ce désengagement s'accompagne d'un changement de logique : le « **fonctionnement sur fond propre** » et « **l'autonomie de gestion** » font leur entrée. Il s'agit de transformer les CROUS, antennes régionales d'un service public, en « Agences de la Vie étudiante » fonctionnant sur le modèle d'opérateurs semi-privés, c'est-à-dire en se finançant sur les recettes. Ce qui revient à les forcer à **appliquer les logiques du marché** : **augmentation des tarifs et des loyers, changement de public ciblé**. Là où on avait des services sociaux ciblant les plus précaires, donc subventionnés, on aura des services au plein tarif ciblant les étudiants solvables. C'est dans cette logique que se place la politique du Logement étudiant, détruisant d'un côté des chambres 9m² à 120€/mois pour construire du 18m² à 400€/mois, où l'on refuse les étudiants « trop » pauvres... De la même manière, on voit de plus en plus se développer une offre de viennoiserie type « hall de gare », à des tarifs ciblant les étudiants aisés, et ce, au détriment de la restauration traditionnelle dont la qualité comme la quantité ne cesse de baisser en dépit des hausses de tarifs.

Enfin, cette politique délibérée et réfléchie se doit aussi de s'attaquer aux aides sociales « directes », les bourses. Durant les dix dernières années, les gouvernements n'ont eu de cesse de mettre en place des aides au « mérite » (comprendre « à ceux qui ont un capital culturel de départ suffisant ») et autres prêts étudiants, tout en laissant stagner les bourses sur critères sociaux. Ces derniers temps, les choses se sont accélérées : les allocations d'études ont été supprimées et intégrées à un « fond d'aides d'urgence », dont l'enveloppe est en perpétuelle diminution depuis lors. D'autre part, comme **chaque année le budget des CROUS est moins élevé que ce qu'ils doivent distribuer comme bourses, ils sont obligés de prendre sur le budget de l'année suivante** pour payer les aides de décembre, et les retards s'accumulent...



L'objectif est ici très simple : **pousser de force les étudiants les plus précaires vers les banques et leurs prêts étudiants.** Il s'agit à la fois de fournir un nouveau marché aux financiers, et plus en profondeur d'imposer une nouvelle conception des études : il s'agirait maintenant d'un investissement individuel, qu'il faudrait financer soi-même. **A l'opposé de cette vision, on ne peut que constater que dans les faits les études entraînent un gain de productivité dont profitera toute la société (et en particulier les entreprises !), et donc qu'elles devraient être prises en charge par la société !**

b) Privatiser l'accès à la culture

La Culture est l'une des premières victimes collatérale de la marchandisation. Mais **il s'agit ici moins d'un enjeu financier qu'idéologique**, vis-à-vis de l'environnement de formation des futurs salariés qualifiés...

Alors que les universités ont toujours eu une tradition de foisonnement associatif et d'engagement bénévole, les politiques du gouvernement et des directions d'universités cherchent à détruire tout ça. Les associations indépendantes voient leur parcours semé de plus en plus d'obstacles, les espaces d'animations culturelles autonomes sont attaqués et détruits... pour qu'au final subsistent que les « Corps » de filières, associations le plus souvent accaparée par une élite plutôt aisée, et qui agit vis-à-vis du reste du milieu étudiant comme un prestataire de service, proposant soirées alcoolisées et voyages à grand renfort de sponsors privés. Et lorsque ces associations tombent par miracle entre les mains de progressistes qui veulent en faire autre chose, les administrations sont promptes à les étouffer elles-aussi.

La logique est simple, et clairement politique : les étudiants ne sont pas là pour s'engager dans je-ne-sais-quoi, mais pour étudier et avoir leur diplôme. **L'Université doit être un lieu de consommation, et rien d'autre.** Ce mouvement d'aseptisation rentre parfaitement dans les objectifs du Capitalisme à long terme : faire en sorte que notre génération soit complètement imprégnée de l'idéologie du Marché, et en parallèle complètement désocialisée. **Deux visions s'opposent donc frontalement : celle de l'Université-Entreprise face à celle de l'Université-lieu de vie.**

Le cas de EVE

L'Espace Vie Étudiante est un bâtiment du campus grenoblois. Créé en 2004 sous l'impulsion d'un collectif d'associations progressistes, c'est aujourd'hui un véritable service public de la vie étudiante : on y trouve un café-bar, une salle de concert, une radio, un service d'aide et de conseil aux associations étudiantes... le tout étant géré de manière hybride, par des représentants des associations et des élus étudiants. L'existence de ce bâtiment et de son contenu a contribué à modifier la sociologie du campus de Grenoble, permettant le foisonnement de la vie associative tout en élevant le niveau de conscience de tous les bénévoles qui y passent : quand tu contribues à gérer un projet de cette ampleur, la gestion populaire te semble bien plus crédible...

Et c'est pour ces raisons qu'aujourd'hui, le rapport de force ayant par ailleurs changé, les administrations s'acharnent à démanteler EVE pour « remettre les étudiants à leur place » ... L'exemple restera néanmoins un modèle à ré-exploiter lorsque les conditions seront réunies.

c) L'étudiant : de l'utilisateur-citoyen au consommateur

Avec le mouvement de 68, les étudiants avaient gagné un certain nombre de droits démocratiques, tels que la représentation des étudiants dans les différents conseils de l'université et la possibilité d'avoir une activité associative, syndicale et autres. Or, depuis des années ces droits fondamentaux sont remis en question, et notamment par la réforme LRU qui marque une rupture dans ce domaine.

Dans le cadre de la représentation dans les conseils des universités, le rapport de force s'en voit complètement changé. Pour exemple, dans les Conseils d'Administration la **représentation étudiante est diminuée** (11 à 23 % contre 20 à 25% avant) alors que pour les personnalités extérieures, c'est à dire les chefs d'entreprises et les représentants des collectivités territoriales, elle est augmentée (24 à 38% contre 20 à 30% avant). De plus les élections universitaires connaissent des records d'abstention (5% de participation aux élections de 2009). Cette abstention s'explique en grande partie par la transformation de l'Université en un produit et un lieu de consommation, comme on l'a vu plus haut, ce qui a pour conséquence la désocialisation des étudiants. Ainsi ils ne savent pas quand et où se déroulent les élections, ni ce dont elles sont l'objet et ce qui s'y décide, les administrations ne tentant même pas de changer cette situation car à vrai dire elles s'en accommodent.

Le président de l'université voit ses pouvoirs considérablement augmentés par la LRU, possédant dorénavant un droit de veto puisque « *aucune affection ne peut être prononcée si le président émet un avis défavorable motivé* » (Art.L712-2). L'activité militante au sein de la fac est devenue une lutte en soi, car par ses pouvoirs, le président peut la stopper nette. Ainsi l'activité devient clandestine, et les arguments utilisés par l'administration pour légitimer cela sont d'une maigreur intellectuelle dramatique, du style : « si je tolère votre activité, je serais obligé de tolérer celle du FN au sein de la fac » (comme si esquiver le débat politique permettait de mieux combattre l'extrême-droite !). Certains étudiants sont même victimes de répressions venant de l'administration et ayant clairement des motivations politiques.

Aujourd'hui l'université est organisée non plus pour développer l'esprit critique de l'étudiant et pour l'intégrer dans la société comme un citoyen conscient, mais au contraire comme une personne qui consomme un produit et qui s'il en est insatisfait, il n'a qu'à en changer.

Le combat pour la « Cogestion »

En mai 68, au delà du folklore petit-bourgeois mis en avant aujourd'hui, les étudiants avaient une revendication centrale : la démocratie à l'Université. Les Facultés d'alors étaient dirigés selon un mode de fonctionnement hérité du Moyen-Age, les enseignants « émérites » ayant tous les pouvoirs. C'est dans ce contexte qu'émerge la revendication d'une cogestion démocratique des universités entre ses différents acteurs, enseignants personnels et étudiants. Les étudiants communistes sont alors le seul groupe en phase avec les aspirations de leur milieu, et le syndicat qu'ils animent sera le seul à se présenter aux premières élections étudiantes, dans le but de constituer des majorités de gestion avec le Snesup-FSU (enseignants) et la Ferc-CGT (personnels).

Le déclin des communistes et les changements de rapports de forces ont peu à peu fait reculer cette conception, au point qu'aujourd'hui l'idée dominante (y compris au sein du syndicat étudiant majoritaire) est que les étudiants ne sont là que pour défendre leurs intérêts, et surtout pas pour participer concrètement à la gestion des établissements. Mais le combat contre l'intrusion des représentants du Privé n'a de sens que s'il est lié à celui pour une vraie gestion démocratique des Universités, et ce par l'ensemble de ses acteurs légitimes : les enseignants et personnels en ce qui concerne les travailleurs, les étudiants en ce qui concerne les usagers. Sans cela, on admet de fait ce qui constitue la clé de voute de l'argumentation libérale, l'irresponsabilité de la jeunesse.

Conclusion

Durant les dix dernières années, l'Université française a changé. Réforme après réforme, le processus de Bologne a été méthodiquement appliqué par nos gouvernements. Aujourd'hui, « l'économie de la connaissance la plus compétitive au monde » est presque finalisée, en lieu et place des anciens services publics nationaux.

Ils ont appliqué la logique de Marché à tous les champs. Nos diplômés, auparavant garanties collectives, sont devenus des cartes de visite individualisées sans valeur. Nos universités, auparavant services publics gérés par les usagers et les enseignants, sont devenus des établissements de formations à la disposition des entreprises, marchant à la baguette du MEDEF local. Nos aides sociales passent à la trappe, les prêts étudiants prenant leur place. Restauration, logement et culture sont progressivement privatisées. Enfin, ces nouvelles directions de facs combattent sans merci tout ce qui a fait de nos universités des lieux de vie et d'épanouissements culturels, dans le but de les aseptiser pour tuer toute indépendance d'esprit et désocialiser les travailleurs de demain. Oui, l'Université change... comprendre comment et pourquoi permet d'y faire face !

Mais derrière ce tableau noir se cachent des perspectives progressistes. Avec la crise, le Marché tout-puissant est de toute part contesté. Chaque jour, des étudiants s'engagent pour défendre leurs droits, développer des valeurs de solidarité, ou tout simplement pour faire vivre leurs universités. Même s'ils n'en ont pour la plupart pas conscience, ces engagements vont frontalement à l'encontre de ce que cherche la classe dominante. Toutes ces énergies se retrouveront dans les luttes contre l'austérité qui nous attendent, et espérons-le poseront les bases d'un renouveau du Mouvement Étudiant !

Les étudiants communistes ont été de tous les combats, et ils continueront à être en première ligne. Loin de défendre aveuglément un modèle passé lui-même imparfait et issu d'un compromis historique, il nous faut aujourd'hui repenser le rôle de l'Université dans un monde débarrassé du Capitalisme !

Notes personnelles

